

Arabie saoudite : une pétromonarchie qui mise sur les énergies nouvelles et nucléaire

Peu de pays incarnent aussi bien que l'Arabie saoudite la production d'énergie polluante.

La totalité de l'énergie consommée dans le royaume provient, en effet, des hydrocarbures. En 2009, les automobilistes et les industriels locaux ont englouti 2,4 millions de barils de pétrole par jour et 200 millions de mètres cubes de gaz naturel. Emettant quelque 500 millions de tonnes de CO₂ par an (autant que la France pour une population de 26 millions d'habitants), l'Arabie est aussi l'un des pays freinant le plus l'avancée des négociations internationales sur le changement climatique.

Mais en raison de l'accroissement de sa population et de ses besoins, le deuxième plus grand pays du monde arabe doit massivement investir dans son outil de production d'électricité.

En 2004, l'Agence internationale de l'énergie estimait à une bonne centaine de milliards de dollars le montant des investissements à consentir, d'ici 2030, pour que le royaume pérennise son accès à l'électricité et à l'eau (la moitié des centrales thermiques alimentent aussi des usines de dessalement d'eau de mer). Aujourd'hui, le montant du devis a plus que doublé. Certes, la puissance électrique de pointe à installer a un peu progressé : 120 gigawatts prévus pour 2032, contre 102 GW estimés en 2004. Mais la réelle nouveauté est l'intérêt affiché pour les énergies nouvelles.

Selon une note de la Deutsche Bank, le gouvernement saoudien entend mettre en service 41 gigawatts-crête de capacité solaire : 15 GWc de centrales photovoltaïques et 26 GWc de centrales solaires thermodynamiques. Unique au monde par sa taille et sa diversité, ce programme pourrait coûter 109 milliards de dollars. Les premiers appels d'offres devraient être lancés, indique la banque, dans le courant de l'année prochaine.

L'éolien ne serait pas oublié. La compagnie pétrolière nationale estime le potentiel éolien du pays à 25 GW. Aramco suggère aussi de développer les énergies géothermiques, notamment dans l'ouest de la péninsule. Mais aucun objectif gouvernemental pour ces deux sources d'énergies renouvelables n'a, pour le moment, été fixé.

Tel n'est pas le cas du nucléaire. La cité du roi Abdallah pour les énergies nucléaires et renouvelables (Kacare, l'agence de la transition énergétique saoudienne) prévoit la réalisation de 16 tranches, d'ici 2030, moyennant quelque 100 Md\$ (77,4 Md€).

Disposant de réserves équivalent à 20% des ressources mondiales de pétrole conventionnel, l'Arabie semble donc mettre le cap sur les énergies nouvelles et nucléaire. Stratégique, ce choix n'est en rien dicté par des considérations environnementales ou climatiques. Pragmatiques, les responsables saoudiens considèrent que les prix du brut vont rester élevés dans les décennies qui viennent. Et qu'il est donc plus rentable de réserver leur production de brut et de précieuses molécules à leurs clients extérieurs plutôt qu'à leurs centrales électriques et usines de dessalement.

Source : JDLE, 15/05/2012